

## LE PROFIL DEMOGRAPHIQUE DE LA RUSSIE

Anatoli Vichnevski

### Le pays le plus peuplé d'Europe

Après le démembrement de l'URSS en 1991, la Russie s'est trouvée séparée par une frontière d'un grand nombre de vastes régions ayant fait partie de l'empire russe puis de l'URSS, à partir des XVIIIe-XIXe siècles, et parfois même d'une époque plus lointaine. A présent, elle est devenue un des quinze Etats indépendants. C'est ce qui s'est passé à quelque chose avec l'Autriche qui, après la chute de l'empire austro-hongrois, est devenue un petit Etat européen peu remarquée à côté de ses voisins plus importants et plus puissants. Mais la Russie se trouve dans une situation différente.

Cinquante et un pour cent de la population de l'ex-URSS se trouve en Russie. la Russie ne peut prétendre, certes, à la troisième place que l'URSS occupait dans le monde pour l'effectif de sa population. Néanmoins, elle est l'Etat le plus peuplé de l'Europe (78% de la population de la Russie vit dans sa partie européenne), et occupe une position assez importante parmi les grands pays du monde. Avec une population de 149 millions en 1992, elle se trouve à la sixième place après la Chine (1166), l'Inde (883), les Etats-Unis (256), l'Indonésie (185) et le Brésil (151).

La Russie, la Fédération de Russie, est un Etat multinational comptant plus de 120 peuples où prédominent les Russes (81,5%). De surcroît, plus du quart de la population non russe de la Russie (7,5 millions de personnes) sont russophones, autrement dit, ceux qui au cours du recensement de la population de 1989 ont nommé le russe langue maternelle. Les russophones prédominent parmi quelques peuples vivant en Russie tels les Ukrainiens, les Biélorusses, les Allemands, les Juifs, les Polonais, les Coréens, les Grecs, les Lettons, les Estoniens. En réalité, c'est une population de culture russe, mais elle n'est pas considérée russe d'après les critères soviétiques de la nationalité qui est mentionnée dans les passeports intérieurs. En 1989, dans la Fédération de Russie, le nombre des "russophones", les Russes y compris, s'élevait à 127,7 millions (soit 86,6% de l'ensemble de la population).

## A mi-chemin vers la société urbaine

Le XXe siècle en Russie a été marqué par l'exode en masse des paysans vers la ville. Ce pays agraire, rural dont la part des citadins ne dépassait pas 15 à 20% encore dans les années 20 a connu une véritable "explosion urbaine" en quelques dizaines d'années. Au début de 1992, près des trois quarts de sa population, soit 110 millions d'habitants étaient des citadins. La part de la population urbaine en Russie (74%) est pratiquement la même que la moyenne européenne, différant peu des pays tels que les Etats-Unis (75%) et le Japon (77%).

Les grandes villes en Russie sont par ailleurs relativement peu développées. Seulement treize villes comptent plus d'un million d'habitants (l'ex-URSS en comptait 24) et seuls Moscou et Saint-Petersbourg en ont 2 millions (aux Etats-Unis, il y a 30 villes de plus d'un million d'habitants dont 14 avec plus de 2 millions d'habitants et huit avec plus de 3 millions). Le faible développement des grandes villes révèle non seulement le peu de maturité relative de l'urbanisation russe mais aussi les insuffisances du développement régional de la Russie qui n'a pas encore pour le moment éveillé à la vie de puissants centres régionaux.

Il existe aussi d'autres manifestations montrant le peu de maturité de l'urbanisation. Les citadins d'aujourd'hui en Russie sont, dans leur majorité, des paysans d'hier. Les calculs effectués pour l'ex-URSS ont montré qu'à la fin des années 80, on comptait tout au plus de 15 à 17% de citadins de souche parmi les habitants du pays âgés de soixante ans et près de 40% parmi ceux âgés de quarante ans. Ce sont des générations intermédiaires, marginales, à moitié ou au trois quarts citadines et à moitié ou au quart paysannes. Ce sont eux qui ont défini l'aspect de la société soviétique à l'époque de Gorbatchev, l'ont rendue "semiurbaine" mais elle était néanmoins beaucoup plus urbaine, et, pour cette raison, plus réceptive aux réformes qu'à l'époque de Khrouchtchev quand il n'y avait que 10 à 12% de citadins de souche parmi les citoyens âgés de 40 ans. Le niveau de l'urbanisation de la Russie est plus élevé que dans l'ensemble de l'URSS, mais on ne saurait considérer la société russe comme une société urbaine au plein sens du terme.

Néanmoins dans les années 80, l'époque du centaure urbano-rural soviétique touchait à sa fin. La pression des jeunes générations, beaucoup plus "citadines" poussait le pays aux changements pendant la dernière décennie et jouera un rôle décisif dans la transformation de l'ancienne société soviétique y compris russe dans les années à venir. Aujourd'hui 70% environ des enfants en Russie naissent dans les villes, s'initient dès leur enfance au mode de vie de la

ville, au système de relations urbaines, aux valeurs urbaines. Cette part ne fera que grandir, les natifs de la ville deviendront sous peu la majorité absolue de la population.

De grandes difficultés attendent par contre les nouveaux Etats au faible développement urbain, surtout en Asie centrale. La part de la population urbaine dans ces Etats dépassent à peine 50% et parfois même 40% et elle s'est même réduite dans les années 80, il faudra encore beaucoup de temps pour que la population devienne citadine dans sa majorité. On ne saurait s'attendre à ce que les réformes, urbaines par leur esprit, et qui se réalisent difficilement même en Russie et en Ukraine, puissent trouver une juste compréhension dans les sociétés rurales du Tadjikistan ou du Turkménistan.

### Une fécondité comme en France

Ayant traversé les étapes essentielles de l'urbanisation, la Russie ne put se tenir à l'écart d'un autre processus important de modernisation qu'est la transition démographique. A présent, cette dernière est pour l'essentiel une étape révolue tout comme la fécondité très élevée qui distinguait la Russie des autres pays dès le début du siècle. Il est vrai qu'alors la fécondité a commencé à baisser et cette baisse s'est brusquement accélérée dans les années 30, mais même quinze ans après la Seconde Guerre mondiale, son niveau, d'après les critères européens, était encore assez élevé. A la fin des années 50, l'indice conjoncturel de fécondité était de 2,6. Puis il y eut une décennie de baisse rapide de fécondité, après quoi son niveau se stabilisa et, au cours des deux décennies suivantes, il variait autour de 2. Dans les années 80, les variations furent les plus fortes. En 1979-1980, on observa le plus bas indice de la période d'après guerre (1,89), en 1986-1987, il s'éleva au niveau le plus haut après 1961 (2,20), il était de nouveau de 1,89 en 1990 pour atteindre un nouveau record - 1,73 en 1991 (niveau très proche du français - 1,76, loin d'être le plus bas en Europe). Le nombre absolu des naissances s'élevant à 1795000 en 1991 a été le niveau record le plus bas enregistré en Russie.

Nombreux sont ceux qui, en Russie et ailleurs accordent une grande attention à la baisse de la fécondité de ces dernières années et qui voient en cette dernière les conséquences de la crise qui sévit dans le pays. En réalité, si la crise s'est répercutée sur la fécondité, elle n'a fait que renforcer l'action des causes purement démographiques. La baisse actuelle du nombre des naissances, est avant tout l'écho démographique de son immense réduction dans les années 60. A cette période, entre 1958 et 1968, le nombre annuel des naissances en Russie s'est réduit environ d'un

million, soit de plus d'un tiers. C'était, à son tour, au moins partiellement l'écho de la baisse de la fécondité de la guerre. On ne saurait pourtant affirmer pour le moment qu'il y a une baisse réelle de la fécondité, autrement dit, la réduction du nombre des enfants par femme de chaque cohorte successive. La crise peut plutôt provoquer un retard dans le calendrier des naissances que le refus total des enfants. Il est vrai que si la crise se prolonge, ce retard peut avoir pour conséquences une certaine réduction de la descendance chez certaines cohortes féminines, car une certaine partie des naissances reportées ont de fortes chances de ne pas se réaliser.

Il est fort possible, d'ailleurs, que la Russie passe dans les années à venir par une baisse réelle de la fécondité et qu'elle se rapproche encore plus dans ce sens des standards européens actuels. Cela aura lieu presque pour sûr si la Russie continue le mouvement amorcé vers le rapprochement des sociétés de type occidental, en d'autres termes, vers une démocratie plus large, une économie libérale, un nouveau système de valeurs "postmatérialistes", une orientation plus poussée vers la réalisation de la personnalité, vers une plus grande responsabilité pour le destin des enfants, etc.

La faible fécondité est la raison principale de la réduction de la croissance naturelle de la population. Encore avant la Première Guerre mondiale, la population de la Russie atteignit 90 millions de personnes. Au cours du XXe siècle, sa population a baissé de deux et peut être même de trois fois, essentiellement à cause de la hausse de la mortalité en résultat des guerres et d'autres bouleversements sociaux, pour se reconstituer et continuer à croître. La dernière perte de la population de Russie, provoquée par la Seconde Guerre mondiale n'a été comblée qu'en 1955. Toutefois, les anciens rythmes de croissance, ne se sont pas rétablis. Au contraire, dans les années 60, ils se sont fortement réduits principalement à cause de la baisse de la fécondité.

En 1966, la valeur absolue de la croissance naturelle descendit pour la première fois au dessous d'un million de personnes et sa valeur relative, le taux de croissance naturelle, est passé de 11,2 pour mille en 1963 à 5,7 en 1969. Par la suite, et jusqu'à la fin des années 80, la croissance naturelle variait dans des limites assez étroites. Le niveau le plus bas de ces variations a été atteint en 1980 (677000, 4,9 pour mille). et le plus haut en 1986 (988000, 6,8 pour mille). Toutefois même cette faible croissance naturelle ne s'est maintenue que grâce à la structure par âge de la population qui s'était formé auparavant. Par contre, le taux de fécondité était, depuis plus de 25 ans, inférieur à celui qui était indispensable pour un simple remplacement des générations. Pendant toutes les années, à partir de 1964-1965 (à l'exception de 1986-

1988), le taux net de la reproduction de la population était inférieur à 1.

Le potentiel de croissance accumulé dans la structure par âge, s'épuisait peu à peu et tôt ou tard il devait apparaître un moment où la croissance naturelle de la population ferait place à sa perte naturelle. La Russie est arrivée aujourd'hui à cette limite. En 1991, le taux de croissance naturelle a atteint un niveau bas sans précédent de 0,7 pour mille, ce qui signifie l'arrêt presque complet de la croissance naturelle de la population de Russie. Au cours des derniers mois de 1991, sa perte naturelle a même été enregistrée.

La crise socio-économique est peut-être responsable en partie de cette brusque baisse mais il ne faut pas surestimer son influence. Cette dernière n'a fait que rapprocher l'inévitable. Si le taux de fécondité atteint encore dans les années 60-70 se maintient, la Russie devra de toutes façons partager tôt ou tard le sort de nombreux pays de l'Europe de l'Ouest qui s'engageront dans un proche avenir sur la voie de la croissance naturelle négative. Il ne s'agit donc ni d'un nouveau problème ni d'un problème spécifique à la Russie. Loin de vouloir nier la gravité de ces problèmes, il serait peut être plus important de souligner qu'ils sont la conséquence du mouvement de la Russie sur la même voie de transition démographique que l'Europe. C'est donc un des signes du rapprochement entre la Russie et les pays européens et un témoignage de plus qu'ils poursuivront des objectifs communs dans les décennies à venir.

Si la Russie se heurte à des problèmes spécifiques différents de l'Occident liés à la baisse de la fécondité, elle ne concerne pas son niveau mais les moyens d'y parvenir. Bien que la plupart des familles en Russie comme dans tous les pays développés choisissent eux-mêmes le nombre d'enfants qu'elles désirent, la population russe a des possibilités très limitées d'utiliser des moyens contraceptifs modernes, ce qui oblige les femmes russes à recourir à une méthode aussi barbare que l'avortement.

Les avortements sont devenus un fléau de l'ex-URSS mais ils étaient surtout répandus en Russie. Les deux tiers des avortements produits en URSS se faisaient en Russie qui dépassait toutes les autres républiques par le nombre d'avortements sur 1000 femmes à l'âge procréateur ou sur 100 naissances. En 1991, la Russie comptait 2 avortements enregistrés sur une naissance et il existe encore un grand nombre d'opérations illégales qui ne sont pas enregistrées. Dans les pays occidentaux, on compte 2 à 3 avortements sur dix naissances.

## Une mortalité comme en Argentine

La baisse de la fécondité constitue un aspect de la modernisation démographique de la société russe, modernisation qui a fait de grands progrès mais qui n'est pas encore achevée. Son autre aspect est la transition épidémiologique (de l'ancienne structure archaïque de la pathologie médicale et des causes des décès à la structure nouvelle, moderne) et comme conséquence la baisse de la mortalité. Cette transition n'est pas encore achevée en Russie.

Jusqu'au milieu des années 60, la structure des causes des décès s'est modernisée, la mortalité a baissé, l'espérance de vie a augmenté. Cela signifie que les premières étapes plus simples de la transition épidémiologique ont été traversées par la Russie avec plus au moins de succès. Puis a commencé une période de stagnation de longue durée, parfois même avec une baisse de l'espérance de vie surtout considérable chez les hommes. Cette évolution défavorable s'explique presque exclusivement par la hausse de la mortalité par suite d'accidents à des âges jeunes et moyens et aussi par la hausse de la mortalité par suite de maladies cardiovasculaires à des âges moyens.

C'était un sujet tabou à l'époque, il était interdit de publier les renseignements en question ni de les analyser dans la presse. Même les spécialistes y avaient à peine accès. La situation qui s'était formée n'était pas comprise. On ne s'est pas rendu compte, en particulier, que s'était amorcée une nouvelle étape dans l'évolution de la structure des causes des décès et qu'à présent l'évolution de l'espérance de vie dépendait de plus en plus des facteurs de comportement et de la solution des nouveaux problèmes de la protection de la santé, apparus à cette étape. Le système de la santé publique soviétique, qui continuait à fonctionner d'après les anciennes règles, ne trouva pas de réponse adéquate au défi du temps. La protection de la santé et de la vie humaine ne firent pas partie des valeurs prioritaires de la société soviétique, ce qui se répercuta lors de l'adoption de solutions collectives (par exemple lors de la répartition des ressources ou de la construction d'ouvrages potentiellement nuisibles à la santé de l'homme) et dans le comportement individuel.

C'est justement à cette période que des pays occidentaux et non seulement les plus avancés mais aussi des pays comme l'Irlande, le Portugal, la Finlande qui accusaient un retard sur la Russie ou se trouvaient au même niveau par l'espérance de vie, la dépassèrent considérablement. A présent l'espérance de vie à la naissance en Russie, 64 ans pour les hommes et 74 pour les femmes, est proche de celle d'Argentine (66 et 73 ans), la Russie se distingue par des indices de mortalité et

d'espérance de vie défavorables non seulement sur le fond des pays occidentaux développés mais aussi des républiques européennes de l'ex-URSS à l'exception de la Moldovie.

Au début des années 80, une stagnation (ou une réduction) de l'espérance de vie sans aucune raison visible a fait place à une hausse lente. Il est possible que ce soit l'accumulation progressive des changements qui eurent lieu bien que lentement tout au long de la période d'après guerre dans le mode de vie et dans les attitudes socioculturels. En 1985-1987, cette nouvelle tendance se renforçait de façon inattendue en raison de la campagne antialcoolique. En deux ans, l'espérance de vie augmenta de 2,6 pour les hommes et de 1,2 pour les femmes essentiellement grâce à la baisse de la mortalité par suite d'accidents à l'âge actif. La mortalité due aux maladies cardiovasculaires et de l'appareil respiratoire baissa également, mais cette baisse ne joua pas un rôle aussi important.

L'effet de la campagne antialcoolique était artificiel, car cette dernière ne touchait pas les causes de l'alcoolisme mais se basait sur toutes sortes d'interdits, de limitation forcée de production et de vente des boissons alcoolisées, etc. Les interdits prirent au dépourvu la population et provoquèrent réellement, pour un certain temps, la baisse de la consommation d'alcool. Toutefois, comme les raisons profondes de l'alcoolisme ne furent pas éliminées, la population s'adapta rapidement à la nouvelle situation et apprit à contourner les interdits. Dès 1987, la baisse de la mortalité cessa et on vit apparaître tendance au retour à son ancien (avant 1985) niveau. Cette tendance se maintient jusqu'à présent bien que l'espérance de vie des hommes et des femmes tant à la ville qu'à la campagne soit tout de même plus élevée qu'en 1984-1985.

Tout comme pour la fécondité, il existe une opinion largement répandue en Russie et utilisée dans les débats politiques que la crise socio-économique, liée au passage à l'économie de marché, à la politique de la réforme, etc. se répercute fortement sur la mortalité.

Cette opinion n'est pas confirmée par les faits. Les indices de mortalité et d'espérance de vie en Russie aujourd'hui et leur évolution sont, certes, peu favorables. Mais rien ne permet d'affirmer que ces dernières années quelque chose d'extraordinaire se passe avec la mortalité. La hausse de la mortalité et la baisse de l'espérance de vie des dernières années ne sont pas tellement importantes, pour le moment elles sont beaucoup moins fortes qu'à la fin des années 70. Elles sont plutôt temporaires et beaucoup moins alarmantes que la tendance oscillatoire de plusieurs décennies - témoin d'une stagnation de longue durée, héritage pénible que les réformateurs ont reçu du passé.

## A la veille de nouvelles migrations?

Les puissants courants migratoires, le déplacement de la population de la campagne vers la ville tarissent inévitablement vu qu'il reste de moins en moins de gens à la campagne. Mais dans l'ex-URSS, ses courants se sont toujours amalgamés à d'importants courants interrégionaux. Encore avant la révolution, y prédominaient des déplacements centrifuges, qui n'étaient pas toujours bénévoles, étant conditionnés par la colonisation russe qui a duré des siècles. Elle était au début militaire et politique pour devenir par la suite essentiellement agricole et plus tard, dans la période soviétique, univernelle, elle chercha à intégrer pleinement les anciens territoires périphériques en un seul Etat centralisé. La population de la partie européenne de la Russie se déplaçait du centre essentiellement vers l'est et le sud de l'ex-URSS.

Cependant, la situation changeait peu à peu. Dans les années 60, le déplacement vers l'est perdit son ancienne portée bien que le mouvement vers le sud se poursuivît surtout de Sibérie malgré les efforts de l'Etat pour la peupler. A ce moment là la Russie continuait à envoyer sa population aux autres républiques de l'Union. Les années 70 marquèrent un tournant: l'afflux de la population vers les républiques du sud de l'URSS se réduisit au profit du centre et de l'est de la Russie. Dès la seconde moitié des années 70, la Russie devint de pays fournisseur de population un pays d'accueil. Ainsi apparurent dès cette époque des tendances qui se manifestèrent avec une nouvelle force ces dernières années dans la situation de crise et de désagrégation dans laquelle se trouvait l'URSS et qui placent la Russie devant la nécessité de régler des problèmes migratoires complexes et inédits.

Habitué pendant des siècles à des migrations centrifuges, la Russie se heurtera inévitablement à de nouvelles tendances centripètes, ce qui est lié en premier lieu à la transformation d'une partie de la population de l'ex-URSS en diaspora russe à l'étranger.

Cette nouvelle diaspora reproduit dans les traits essentiels la structure ethnique de la population de la Russie. Elle est formée de Russes (25 millions), de population russophone non russe (11,2 millions dont plus de 70% sont des Ukrainiens et des Biélorusses) ainsi que des représentants des peuples autochtones non russes de la Russie parlant leur langue maternelle. A ce dernier groupe se rapportent plus de 800000 Tatares, environ 80000 Bachkirs, des dizaines de milliers de Tchouvaches, de Mordves, d'Oudmourtes, de Mariis, etc. Ainsi, la diaspora russe dans les anciennes républiques compte environ 37 à 38 millions de personnes (toutes les évaluations ont été faites selon les données du recensement de la population de 1989).

Certes, une telle définition de la diaspora russe est plutôt conventionnelle surtout lorsqu'il s'agit des représentants russophones des peuples vivant dans les nouveaux Etats indépendants sur le territoire de l'ex-URSS. Est-il juste d'inclure, par exemple, dans la diaspora russe les Ukrainiens ou les Biélorusses russophones? Il est difficile aujourd'hui de donner une réponse précise, il est fort possible que la désintégration de l'ex-URSS et l'absence de la mention de la nationalité dans les passeports intérieurs, si cela se produit, entraîneront des changements dans l'autoidentification ethnique d'une partie de la population, ce que l'on pourra établir lors des recensements ultérieurs de la population.

Les russes et les "russophones" occupent une place importante dans la population de certaines républiques de l'ex-URSS. Ils sont plus de 40% au Kazakhstan et en Lettonie, près du tiers en Ukraine, en Biélorussie et en Estonie, près du quart au Kirghyzstan et à Moldovie et leur part n'est inférieure à 10% que dans trois républiques de Transcaucasie et au Tadjikistan.

La nouvelle situation politique aggrave inévitablement l'action des facteurs de reflux de la population russophone des anciennes républiques, qui se sont fait sentir les décennies précédentes. Les courants migratoires centripètes (par rapport à la Russie) se renforcent, l'émigration de certaines républiques acquiert un caractère de fuite, apparaissent des centaines de milliers de réfugiés que la Russie n'est pas prête à accueillir. Il est difficile, par ailleurs, de se représenter que dans un avenir proche ou plus éloigné il n'y aura pas de migrations à vaste échelle liée au retour d'une grande partie de la diaspora en Russie. L'expérience historique de la chute des empires Ottoman ou Germanique ne laisse là aucune illusion.

Les migrations centripètes de retour ne seront pas internes comme l'ont été les migrations centrifuges de l'époque de l'Empire russe et de l'URSS, mais internationales ce qui n'est pas tout à fait propre à la Russie qui a toujours relativement peu participé à l'échange migratoire international. Mais ce ne sera pas l'unique type de migrations internationales auquel devra faire face la Russie.

A ce type se rapportera en particulier l'émigration de la main d'oeuvre en Russie en provenance des Etats du sud surpeuplés ayant fait partie de l'ex-URSS, en premier lieu, de l'Asie centrale. Ce courant migratoire (alors interne) existait déjà les années précédentes. Dans la période intercensitaire de 1979-1989, le nombre des Ouzbeks et des Turkmènes en Russie en résultat de cette migration a augmenté de 1,8 fois (de 34% dans leurs républiques), celui des Kirghiz, de 2,9 (33), des Tadjikks, de 2,1 (46), des Azerbaidjanais, de 2,2 fois (24), etc. Les facteurs incitant à la migration Sud-Nord dans les limites de l'ex URSS ont un

caractère de longue durée et ont des chances de maintenir leur force malgré tous les changements politiques.

Enfin, le troisième élément, cette fois-là nouveau, de l'échange migratoire international pour la Russie seront les migrations traversant la ligne de l'ancien "rideau de fer". Ce type de migration en Russie tout comme en URSS était toujours restreint. Les décennies d'après guerre furent marquées par une migration peu importante du pays (l'ainsi dite "troisième émigration") formée essentiellement de représentants de quelques minorités nationales et religieuses qui bénéficièrent de facilités alors qu'il existait des interdits sévères pour la majorité de la population. Au début des années 80, cette émigration fut réduite au minimum. Par contre, au cours de la seconde moitié des années 80, il y eut un essor sans précédent dans l'histoire de l'Union Soviétique d'une émigration bénévole bien qu'elle n'ait touchée aussi pour l'essentiel qu'un cercle restreint de minorités nationales (Allemands, Juifs, Arméniens, Grecs). La migration nette en provenance de l'URSS pour 1986-1990 s'est élevée à environ 670000 personnes, dont moins du quart seulement revient à la Russie.

Depuis janvier 1993 est entrée en vigueur la loi permettant à tous les citoyens de quitter la Russie ce qui pourrait entraîner, suppose-t-on, une migration de la main d'oeuvre en masse de Russie vers l'Occident. Il est encore trop tôt pour dire à quel point est justifiée cette supposition qui semble exagérée.

La Russie est à la veille de grands changements - et ce seront aussi des changements pour l'Europe. Sur le plan démographique, elles diffèrent encore par certains points. Pourtant, comme nous avons vu, ces différences ne sont pas si grandes pour qu'elles puissent empêcher la Russie de s'intégrer non seulement dans un espace économique et géopolitique unique mais aussi dans un espace démographique européen unique.

Tableau 1. Peuples de la Fédération de la Russie comptant au moins 500 000 personnes en 1989

	Milliers de personnes	En % du total	Part de la population russophone
Population de la Russie	147002	100,0	86,6
dont:			
Russes	119807	81,5	100,0
Tatars	5520	3,8	14,2
Ukrainiens	4364	3,0	57,0
Tchouvaches	1771	1,2	22,3
Bachkirs	1345	0,9	10,0
Biélorusses	1206	0,8	63,5
Mordves	1073	0,7	30,8
Tchéchénes	899	0,6	1,1
Allemands	841	0,6	58,0
Oudmourtes	715	0,5	28,9
Mariis	643	0,4	17,8
Kazakhs	636	0,4	11,5
Avars	544	0,4	1,6
Juifs	536	0,4	90,5
Arméniens	533	0,4	31,8
Autres	6569	4,5	16,0

Tableau 2. La Russie et l'Europe

	Russie	L'Europe sans la Russie			
		Total	Valeur minimale	Valeur maximale	
Population 1992 (millions)	149	511	1,6*	(Estonie)	81 (Allemagne)
Population 2010 (millions)	162	523	1,7*	(Estonie)	78 (Allemagne)
Population urbaine 1992, %	74	75	47	(Yougoslavie**)	91 (Espagne)
Accroissement naturel 1992, %	0,2	0,2	-0,2	(Hongrie)	1,9 (Albanie)
Indice conjoncturel de fécondité	1,73	1,6	1,3	(Espagne, Italie)	30 (Albanie)
Mortalité infantile pour 1000 naissances	30***	11	5,8	(Finlande)	35,3 (Macédoine)
Espérance de vie, années					
hommes	64	71	65	(Hongrie, Lettonie)	75 (Islande, Suède)
femmes	75	78	73	(Roumanie)	81 (France, Suisse)

\* Parmi les pays comptant au moins 1 million d'habitants  
 \*\* Constituée de la Serbie et du Monténégro  
 \*\*\* Estimation nationale - 17,4

Source: Dernières estimations de l'ONU.